Département du Loiret — 3me Circonscription — PITHIVIERS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

SCRUTIN DU 4 MARS 1973

Electrices, Electeurs,

L'Union de la Gauche Socialiste et Démocrate, (U.G.S.D.), groupant le Parti Socialiste et le Mouvement des Radicaux de Gauche, m'a désigné pour être son candidat aux élections législatives de mars 1973.

J'ai donc l'honneur de solliciter vos suffrages au nom de ces formations politiques.

Le but du Parti Socialiste est de libérer la personne humaine de toutes les aliénations qui l'oppriment et par conséquent d'assurer à l'homme, à la femme, à l'enfant, dans une société fondée sur l'égalité et la fraternité le libre exercice de leurs droits et le plein épanouissement de leurs facultés naturelles dans le respect de leurs devoirs à l'égard de la collectivité.

Dans cette perspective, le Parti Socialiste a défini pour sa part, dans le programme commun de gouvernement ce que sera son engagement devant le peuple de France.

C'est autour de lui que tourne le grand débat que les Françaises et les Français seront appelés à trancher les 4 et 11 mars prochains.

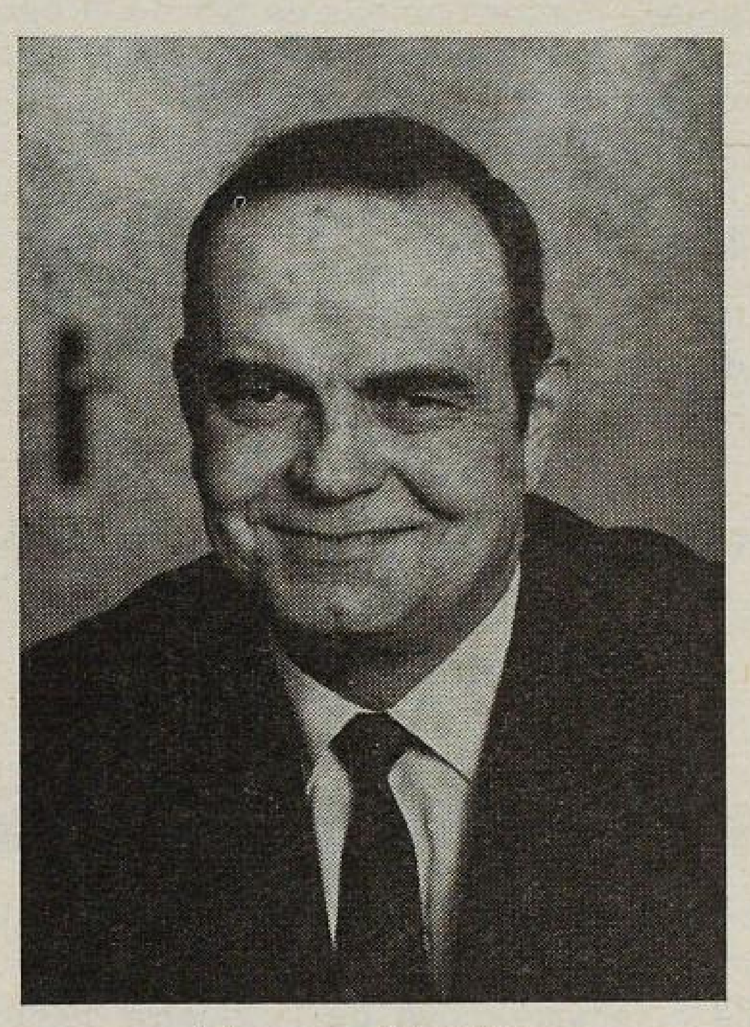
Ce débat, les dirigeants et les partis de la majorité actuelle ainsi que quelques prétendus opposants ont évité de l'engager démocratiquement en ayant recours à l'insulte ou en falsifiant les textes.

Ils prétendent par exemple que la gauche veut bureaucratiser l'économie alors que les nationalisations sont conçues dans le programme commun pour une perspective de gestion à la fois démocratique et efficace, et ce, précisément pour lutter contre l'étatisation telle que la pratique l'Etat-patron actuel, maître absolu du secteur nationalisé.

Ils disent que la gauche veut détruire la propriété privée alors qu'au contraire elle se dispose à la renforcer. De même, les libertés seront non seulement respectées mais consolidées, comme la liberté de l'enseignement sur laquelle le programme commun s'est prononcé d'une façon précise et formelle : « L'Education nationale respectera rigoureusement toutes les croyances, toutes les options philosophiques ».

Le choix qui est proposé aux Françaises et aux Français est simple : ou bien le maintien d'une majorité usée par les scandales et la continuation d'une politique fondée sur la loi du grand capital ; ou bien un changement fondamental sur les plans sociaux économiques et politiques.

Le but de ces changements est de satisfaire les besoins de tous ceux qui vivent de leur travail passé, présent ou futur ; et les moyens existent pour réaliser ces changements : le programme commun ne prévoit aucune mesure dont le financement ne puisse être assuré.



Emmanuel FAYS

Toute la politique du gouvernement actuel, qui dispose de tous les pouvoirs depuis 15 ans, tend à développer de monstrueuses métropoles déshumanisées au détriment de nos communes — et nous le voyons bien dans notre région, sur le plan rural, où les jeunes doivent s'expatrier pour trouver du travail, parce que nos secteurs sous-équipés n'attirent pas les chefs d'entreprises, et que rien n'est fait pour aider nos agriculteurs.

Par ailleurs, tous les Maires de nos municipalités savent que nos communes sont au bord de l'asphyxie parce que l'Etat leur demande de faire plus sans leur en donner les moyens, à charge pour le contribuable local d'en assumer les frais.

Le Programme Commun a prévu de changer tout cela,
Grâce aux richesses de notre pays,
Grâce aux richesses produites, créées, diffusées, renouvelées par des millions de travailleurs salariés et indépendants, par des millions de travailleurs manuels et intellectuels.

Il est normal :

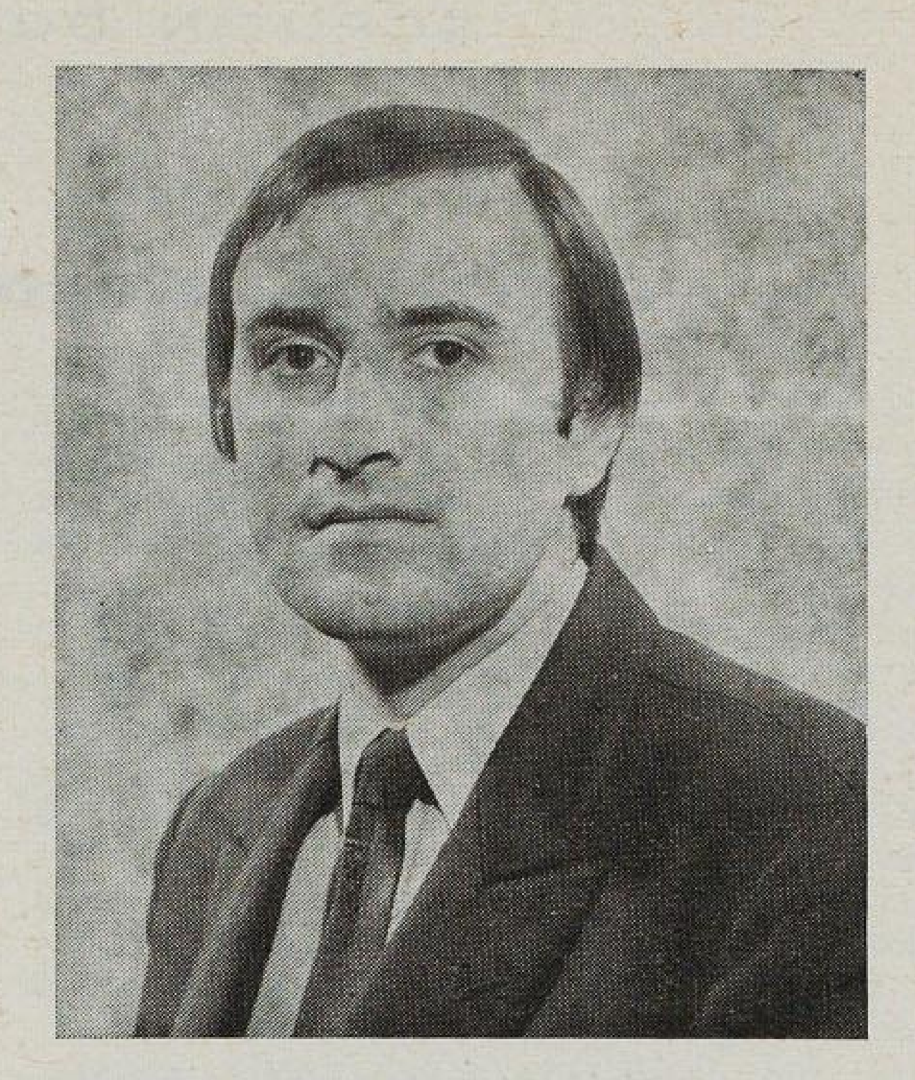
— d'abaisser l'âge de la retraite à 60 ans.
— de ramener la semaine de travail à 40 heures.
— d'augmenter les salaires et les pensions.
— de construire par an 700 000 logements sociaux.
— de promouvoir une meilleure politique de la santé publique.

Il est nécessaire :

— de changer la condition scandaleuse des personnes âgées.
— de rendre la fiscalité plus juste.
— d'améliorer les conditions de travail.
— d'accroître les responsabilités des ouvriers, des employés et des cadres dans l'entreprise.
— de changer les conditions de vie des femmes accablées par les charges de famille et par celles du travail, souffrant du manque d'équipements collectifs nécessaires (crèches, etc.) et privées bien souvent du temps de vivre.

Il est possible :

— de transformer les conditions de transport.
— de développer les loisirs et la culture.
— de créer un nouvel urbanisme.



Christian CHEVALIER

POUR UNE MEILLEURE QUALITE DE LA VIE

Emmanuel FAŸS

49 ans — Marié — Deux enfants
Ancien Résistant — Engagé Volontaire
Médaille commémorative de la guerre 1939-1945
Ancien Clerc de Notaire et Directeur de Société
Agent technico-commercial à Châtenoy
45260 LORRIS

Suppléant :

Christian CHEVALIER

29 ans — Marié — Deux enfants
Agent des P.T.T.
Conseiller Municipal de Châteauneuf-sur-Loire

Le PARTI SOCIALISTE et le MOUVEMENT DES RADICAUX DE GAUCHE vous demandent de ne pas vous abstenir et de voter utile dès le 4 MARS 1973 en apportant vos suffrages à Emmanuel FAYS.

AVEC NOUS, CHANGEZ LA VIE POUR UNE SOCIETE PLUS JUSTE,
DANS L'ORDRE ET DANS LE RESPECT DES LIBERTES

Imp. RAYNAUD, Pithiviers